

RAPPORT  
PRESENTE PAR  
PIERRE ZARKA...

# BULLETIN INTERIEUR

La lutte syndicale  
et l'action des  
communistes

... A LA JOURNEE  
D'ETUDES NATIONALE  
DU 17 JANVIER 1970

UNION DES ETUDIANTS  
COMMUNISTES DE FRANCE

Chers camarades,

Voici deux années que chaque jour se mène la bataille pour le renouveau de l'UNEF. Deux ans que nous avons créé la tendance UNEF Renouveau, deux années qui sont témoins des changements les plus profonds survenus chez les étudiants.

Au lendemain de Mai Juin 68, la question posée à notre organisation était de pouvoir se faire entendre à l'Université. En une année entière de bataille de 69 à 70, il fallait nous tailler toute notre place dans les luttes étudiantes. La conférence Nationale de l'UEC faisait le point en Avril 70 et disait que les étudiants étaient à la croisée des chemins. Aujourd'hui la grande masse des d'entre eux y est encore, mais notre autorité ne cesse de s'accroître d'ici quelques temps l'UNEF sera renouvelée ! L'UNEF va être renouvelée devrais-je dire.

C'est le résultat de chaque bataille quotidienne, de chaque camarade, de ceux que l'on voit tout le temps comme de ceux que l'on voit peu qui nous permet de dire que nous vérifions qu'à tous les niveaux " la lutte paie " .

Elle paie parce que nous l'avons menée sur des bases justes avec le souci constant d'élargir la masse d'étudiants touchés.

Elle paie, aussi parce qu'à chaque moment nous avons su évaluer l'enjeu et la signification du combat.

En parler, c'est dire que la vie de la tendance ce n'est pas tout à fait fini, il lui reste à vivre ne serait ce que le temps qui nous sépare du 59<sup>e</sup> Congrès . Et cela ne va pas sans poser des problèmes.

C'est à cause de l'ampleur de la lutte, ampleur du reste qu'il faut mesurer, et des problèmes qui nous sont posés, que nous consacrerons notre journée aux problèmes de l'UNEF, bien les peser et prendre les mesures nécessaires.

Il nous faut ici rappeler quelques vérités quant aux étudiants et à leur combativité.

La première tient à la "définition du "milieu" étudiant, ce qui est complexe.

Le problème fut fort débattu par la bourgeoisie. Pour notre part nous avons su répondre à ces questions et je voudrais redonner ici quelques grands traits débattus lors de notre conférence nationale d'avril, 70, de plusieurs CN et publiés dans Clarté du mois de mai 70.

Les étudiants ne constituent pas une classe : le résultat de leur travail n'est pas une marchandise, il est l'assimilation et, pour une part, l'élargissement d'un savoir lors de travaux de recherche. Ils ne participent pas au processus de production.

La principale caractéristique du "milieu" et son hétérogénéité. Issus de toutes les classes et couches de la société, les étudiants sont traversés par les barrières de classe. Ni classe ni couche, les étudiants nécessitent donc, pour l'analyse de leur situation, d'autres critères. Traditionnellement, trois critères sont avancés.

Le premier : la situation actuelle des étudiants. Elle dépend pour une grande part de leur origine sociale : comment comparer, par exemple, les élèves des ENS, véritables fonctionnaires rétribués, et les quelques 350 000 étudiants qui travaillent pour financer leurs études. Toutefois, dans leur masse, ils sont victimes des conditions de vie et d'études que leur fait le pouvoir.

Le second : la fonction future. Là encore, les barrières de classes sont déterminantes : les statistiques prouvent que le passage à l'Université ne modifie pas fondamentalement la répartition sociale de classes qui était celles des étudiants, lorsqu'ils y sont entrés. Toutefois, le monde étudiant a subi de telles mutations quantitatives, que des changements qualitatifs se sont opérés. Si l'Université, d'élite intellectuelle, est devenue formation des centaines de milliers de cadres, enseignants, chercheurs, ingénieurs, techniciens, cela signifie que l'étudiant, au sortir de l'université se trouve confronté à de nouveaux problèmes : destiné à un avenir de salarié, rouage du système capitaliste, se heurtant à une société avare d'emplois, il est en proie à l'incertitude. Ainsi, leur avenir aussi tend à opposer la masse des étudiants au pouvoir.

Ce qui montre clairement l'interdépendance des deux premiers critères avec le troisième : l'origine sociale. C'est là le noeud du problème. Dans leur écrasante majorité les étudiants sont issus de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Car les changements quantitatifs de la population étudiante ont contraint le pouvoir à recruter les étudiants, non plus, comme il y a cinquante ans, dans les seuls rangs de la grande bourgeoisie, mais dans les catégories sociales beaucoup plus larges : petite bourgeoisie, industriels, professions libérales, cadres, intellectuels, etc.. Il reste que, malgré une réelle démocratisation depuis un quart de siècle, la pro-

considérables, tant au plan matériel qu'au plan idéologique. Le bachelier de dix huit ans n'est pas une "rase table", il a ou non la possibilité de poursuivre des études longues et continues, de suivre ses cours, d'acheter des livres, tout simplement de vivre; il est, ou non, marqué par les conceptions réactionnaires et anti communistes de l'idéologie bourgeoise dans laquelle baigne l'enfant de la petite bourgeoisie. Au niveau de la prise de conscience il est fondamental de comprendre que, comme l'analysait Lénine : "la distinction des intérêts de classe doit influencer inévitablement sur la division politique. Malgré leur désintéressement, leur pureté leur idéalisme, etc... Les étudiants ne peuvent pas faire exception dans toute la société." Faut-il, pour autant, tomber dans un mécanisme figé à propos de l'appartenance de classe des étudiants. Certes non. Il est bien évident qu'un fils de grand bourgeois n'assumera<sup>pas</sup> automatiquement l'idéologie et la politique du grand capital, pas plus qu'un fils d'ouvrier ne devient forcément communiste. Mais on ne peut, par souci de non mécanisme, nier l'importance de ces déterminations de classes, aux plans matériel, et idéologique. Si la population étudiante a changé les critères d'analyse eux, restent justes.

Malgré cette hétérogénéité, les étudiants peuvent dégager plusieurs points qui leur sont communs. Dans l'ensemble, il y en a déjà au moins un : c'est l'intérêt particulier que portent les monopoles pour l'université.

L'université, comme ensemble du système d'Education est en effet une pièce maîtresse du régime social, elle appartient à la superstructure de la société. Sa fonction est décisive : assurer la formation pédagogique des futurs cadres et scientifiques et sociaux et participer au travail scientifique créateur. C'est dire que dans la société capitalisme, la bourgeoisie lui assigne une double tâche dont les deux éléments sont indissolublement liés : d'une part former des cadres, dispenser un savoir réel, d'autre part reproduire le plus exactement possible les rapports sociaux existants. Ce qui implique la sélection sociale et la main mise de l'idéologie bourgeoise sur l'Université. Il est indéniable que dès lors l'université est sous, cet aspect<sup>est</sup>, un instrument de l'appareil d'Etat, lequel est aujourd'hui entre les mains des monopoles. Ainsi l'Université n'est pas un champs clos "au dessus des classes" mais elle est partie prenante de la lutte politique que se livrent les forces réactionnaires et démocratiques.

C'est dire que l'objectif de la politique universitaire du pouvoir est de maintenir et de renforcer à tout prix la caractéristique de classe de cette Université. Objectif qui se manifeste sous trois formes essentielles. Première caractéristique fondamentale : la sélection sur base sociale. Il est courant d'affirmer que l'Université est l'image inversée de la nation : Sélection stictie qui vise à un double but : posséder des cadres idéologiquement issus de la bourgeoisie, et éviter les dépenses "improductives" (allocation d'études bourses) qu'occasionneraient l'entrée massive à l'Université de fils

de crédits, de locaux, de bourses, de professeurs est une constante de l'enseignement français. 54 % des étudiants sont astreints à un travail salarié pour financer leurs études, les deux tiers ne seront licenciés. Incapable de s'adapter pleinement à la révolution scientifique et technique, le capitalisme est partagé entre le besoin social d'une scolarisation de plus en plus massive et sa volonté de satisfaire à court terme les besoins des entreprises privées. C'est ce qui explique la considérable carence signalée plus haut ainsi que la volonté croissante de placer l'Université plus directement sous la coupe des monopoles. Lié à ces problèmes, l'avenir devient de plus en plus bouché. Autrefois le diplôme universitaire donnait les clés de la "voie royale" d'un avenir prometteur de cadre supérieur. Aujourd'hui seule une étroite minorité des étudiants peut fonder de tels espoirs. Dans leur masse ils sont destinés au salariat et promis aux difficultés de ces couches lésées par les monopoles. Troisième aspect : la domination de classe intervient massivement dans le savoir diffusé aux étudiants. L'enseignement est profondément imprégné des diverses formes de l'idéologie bourgeoise, le contenu et les méthodes de l'enseignement frappant par leur archaïsme. Peut-on pour autant, nier en bloc l'enseignement dispensé? Au contraire sous la couche idéologique, derrière la pédagogie elle-même fonction de l'idéologie, un réel savoir est transmis, il s'agit donc, non de le rejeter mais de le conquérir, et d'imposer un enseignement peu à peu dégagé, tant dans son contenu que dans les méthodes, de l'idéologie bourgeoise.

Ces axes fondamentaux restent pleinement valables. Il fut toutefois noté, dans les derniers mois, une certaine évolution, liée à la nouvelle étape de la politique des monopoles. Cette nouvelle étape n'est en effet pas sans conséquences à l'Université. Le pouvoir du grand capital s'évertue à assurer une main mise plus totale des monopoles, à tous les niveaux, sur les facultés. Selon "le modèle américain" tant vanté par Peyrefitte, il crée des "universités autonomes et concurrentielles" à financement privé, qui voient l'Université à une scission : d'une part les universités d'élite, liées aux grandes écoles, d'autre part les universités au rabais, pour la masse. Dans le même temps, la ségrégation sociale est renforcée, les crédits diminués, et une vaste remise en cause de tous les acquis de mai et juin engagée. Ainsi on assiste à une aggravation systématique de tous les aspects les plus réactionnaires de la politique universitaire du pouvoir des monopoles.

Il est indéniable donc que cette situation renforce l'existence d'intérêts communs. Il faut d'ailleurs souligner qu'avec le développement au CME et la polarisation des classes, cette communauté d'intérêts va croissant. Bien qu'à des degrés très divers, tous les étudiants sont victimes des conditions de vie et d'études que leur fait le pouvoir (il est donc possible d'unir les étudiants dans une lutte pour la défense de ces conditions, indépendamment de leurs options idéologiques, politiques et religieuses.)

En outre, et ce n'est pas là, un moindre détail, il existe entre ces intérêts des étudiants et ceux de la classe ouvrière, une convergence

très profonde. Ce second point est important. S'il était possible d'unir les étudiants mais sur des bases contraires aux intérêts de la classe ouvrière, notre syndicalisme ne serait qu'un plat corporatiste. Pas une des revendications défendues par l'UNEF Renouveau, n'échappait à la lutte contre la sélection sociale et par là n'était pas étroitement liée aux intérêts de la classe ouvrière.

Cela doit nous faire réfléchir sur la valeur revendicative de ses batailles et sur l'écho politique de telles batailles, voire même sur l'enjeu politique national de la rénovation de l'UNEF sur de de telles bases. Mais, nous y reviendrons un peu plus loin...

Mai juin avait été pour les étudiants it- on à juste titre, une première entrée en lutte de manière massive. Les réserves faites à des aspects disons partiels telles les méthodes ou parfois même l'orientation de ces luttes ou encore au niveau de conscience ne pouvaient en le fait éminemment positif.

Dans un premier temps le combat que nous avons mené a permis de démontrer que la lutte payait (68 69 et nos premiers acquis). Alors que les batailles de Médecine des Langues, des droits d'inscriptions (69 70) nous ont permis de dénoncer le pouvoir comme étant le vrai responsable. A chaque étape, la bataille revendicative, les luttes et les explications menées par l'UEC aiguisaient d'avantage la conscience politique des étudiants, jour après jour. Chaque moment était la consécration de l'expérience de lutte, des étudiants, du recul du gauchisme, de l'accroissement de l'autorité de l'UEC, de l'élargissement de l'audience de l'UNEF Renouveau.

Actuellement, les étudiants ont des préoccupations très diverses, qui s'expriment de plus en plus de façon très politique. Nous l'avons dit ils perçoivent la politique intérieure du pouvoir, et chez eux, dans la vie familiale selon leur origine sociale, et à l'Université, aussi selon leur origine sociale.

Plus que jamais, la nécessité de lutter pour préparer son avenir, c'est à dire pour se revendications apparait, et plus que jamais nos efforts dénoncent la responsabilité du pouvoir rencontrent leur compréhension. Ce sont les télégrammes envoyés à l'initiative de l'UNEF Renouveau, à l'Assemblée Nationale lors du vote du budget de l'Éducation Nationale, ce sont les délégations au Ministère, y compris celle de 150 étudiants d'un IUT où nous ne sommes pas implantés. Car dans le même temps où les étudiants situent mieux le responsabilité de leurs maux, ils sentent mieux aussi les possibilités de le faire reculer et de combattre les mesures du pouvoir. Reste à voir quelle est la meilleure arme.....

étudiant", il était possible de dégager  
points d'intérêts communs.

Bien évidemment cette hétérogénéité enterdit l'existence d'un  
parti étudiant, comme il ya un parti de la classe ouvrière.

Vouloir créer un "mouvement politique de masse", c'est à dire  
vouloir unir les étudiants dans une grande organisation politi-  
que, relève de l'utopie, ou d'une analyse sociale érronée basée  
plus ou moins sur l'homogénéité du milieu étudiant. De plus  
ce serait oublier là que les barrières de classe existent dans  
le pays, en traversant le milieu étudiant influe d'une manière  
décisive sur le niveau du conscience, et entraînent, par consé-  
quent des inégalités extrêmement importantes.

Mais l'analyse fondamentale que nous faisons du CME, et les im-  
plications au niveau des classes sociales, ses conséquences à  
propos de notre stratégie d'alliance des couches non monopolis-  
tes garde tout le sens de notre bataille syndicale. C'est, e  
effet, en fonction de la possibilité et de la nécessité de con-  
tracter des alliances entre les couches moyennes, notamment les  
intellectuels et la classe ouvrière, que se pose la question d  
large mouvement revendicatif des étudiants qui s'oppose à la  
domination des monopoles.

Mais si nous sommes d'accord sur les fondements généraux du syn-  
dicat étudiant, il semble nécessaire de revenir sur quelques  
grands principes de base qui guident la conception communiste  
syndicat :

La base de l'existence d'un syndicat quelle que soit les couches  
sociales auxquelles il s'adresse est  
cette existence d'intérêts communs à défendre. A la différence  
du Parti politique qui ne vise pas à rassembler dans ses rangs  
l'ensemble, ni même la majorité de la classe ou des couches  
sociales qu'il représente mais seulement la partie la plus avan-  
cée, Les syndicats eux, qui ont les mêmes s'il ya entre eux, et  
il ya entre eux, des différences idéologiques importantes et  
des choix politiques très divers.

"Mais ne concevons pas un syndicat comme une organisation ras-  
semblant seulement les plus conscients. Un syndicat, pour jouer  
son rôle, doit être susceptible, de rassembler tous les intérêts  
en tout cas le plus possible. Mais, dans l'absolu, en principe,  
il devrait pouvoir les rassembler tous " nous déclarait Krast-  
cki dans le Clarté de Février 69 :

L'UNEF doit être un syndicat de masse, ouvert à tous sur la base  
de son programme de ses actions, de ses services. C'est la condi-  
tion de sa représentativité réelle. Rien dans la base d'adhésion  
ne doit constituer une exclusive idéologique ou politique ; l'  
étudiant qui adhère doit pouvoir le faire quelque soit son de-  
gré d'engagement qu'il soit d'accord avec quelques points ou ave-  
.../...

l'ensemble de l'activité, qu'il désire militer activement ou rester simple membre adhérent ou qu'il désire simplement profiter des services de l'A G E (polycopie, bibliothèque, vacances, service social, etc ..)

Le syndicat doit défendre les droits et les intérêts immédiats et d'avenir des étudiants, sans négliger son rôle d'entraide, constitué classiquement par ces diverses activités de gestion, malheureusement abandonnées par les gauchistes.

Il faut donc bannir la distinction entre deux sortes d'adhérents : les "bons" qui adhèrent pour participer à la lutte, les "mauvais" qui se contentent de profiter de l'action des premiers. En fait, c'est dans les luttes, du syndicat que s'élève le niveau de conscience de la masse des adhérents.

Un large courant d'adhésion ne peut être créé, que si, outre les revendications communes à l'ensemble des étudiants, les revendications particulières de chaque catégorie sont défendues et harmonisées. La solidarité étudiante ne peut se développer que sur la base de la défense des intérêts de tous et de chacun."

Le deuxième aspect fondamentale de notre conception du syndicat et sa gestion démocratique. En effet la base de l'efficacité d'une organisation passe par la prise de conscience du maximum d'adhérents et de leur engagement militant. Or les adhérents ne sont ni des machines, ni des soldats, mais des étudiants, comme les autres, qui vivent et étudient, et ont besoin de comprendre, de réfléchir, de discuter pour passer à l'action, d'autant plus que son caractère large implique de profondes inégalités dans le niveau de conscience. De plus, le niveau des mots d'ordre ou des actions du syndicat est fonction, pour une part importante, du niveau de conscience des adhérents, ce qui est ressenti comme nécessité objective. Cela suppose que chacun puisse donner son avis, discuter des propositions qui sont faites, que chacun puisse contribuer pour une part identique aux grandes décisions.

Est-ce à dire que nous soyons pour un syndicat permanent "revendicatif" au sens étroit du terme, voire corporatiste. Le corporatisme se caractérise justement par le fait qu'il ne touche qu'aux intérêts immédiats des étudiants, sans montrer les causes de telle ou telle revendication, donc en se privant, du fait, de la possibilité de les faire aboutir.

Or notre conception de la bataille syndicale n'est pas sans implications au plan politique, ce ci à quatre niveaux.

- 1) la lutte revendicative n'a pas pour but de laisser intact la masse globale de plus value destinée à la reproduction et à la formation de la force de travail, ausens le plus large du terme. Au contraire, elle s'attaque directement au profit capitaliste, y compris à l'université aujourd'hui, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat. En effet, la politique des monopoles consiste à réduire au maximum toutes les dépenses d'équipement afin d'accumuler le maximum de capitaux redistribués sous différentes formes par l'Etat.

ment à l'Etat des monopoles qui joue, pour une part ce rôle de distribution de la plus value. A l'Université surtout, les étudiants s'opposent directement à l'Etat pour voir satisfaire leurs revendications. A ce niveau là, il est parfaitement logique que le combat syndical ait des implications politiques, plus, que le syndicat prennent des positions directement politiques. Il n'est que de rappeler l'appel à voter non lors du référendum du 27 Avril 68., où la défense des intérêts des étudiants passait par le départ de De Gaulle.

2) la défense des intérêts des étudiants ne se ramène pas à leurs seules revendications immédiates. Ainsi en est-il du mot d'ordre d'Université Démocratique avancée par l'UNEF Renouveau, dont on sait qu'il ne pourra se réaliser dans le cadre du régime actuel. En effet l'expérience faite par les étudiants leur prise de conscience des réalités politiques implique de plus en plus une volonté de changements fondamentaux. De plus en plus nombreux sont ceux qui pensent que seules des transformations radicales de type démocratique peuvent amener des solutions à l'ensemble de leurs problèmes. Par conséquent, le syndicat se doit de canaliser cette volonté, et de l'entraîner dans le sens du combat démocratique général.

3) un certain nombre de préoccupations directement politiques traversent le milieu étudiant, notamment à propos des questions internationales et de la lutte antiimpérialisme. Le syndicat doit organiser l'action des étudiants à ce propos, comme nous l'avons fait pour Burgos et le Viet Nam notamment.

4) Au niveau du mouvement démocratique général et de l'élevation au niveau de conscience que cela implique, et sur lequel je reviendrais plus loin.

Est-ce à dire que nous retombons dans la vieille théorie de la courroie de transmission? En aucun cas, et ce pour deux raisons fondamentales

1) Parce que nous menons la bataille pour la défense des intérêts des étudiants. Cette bataille va, d'elle-même dans le sens du combat démocratique général.

2) Parce que nous avons confiance dans la masse des étudiants pour orienter justement leur combat. Nous ne voulons pas nous servir des étudiants comme masse de manoeuvre politique. Nous n'avons pas l'intention une fois l'UNEF Renouveau, de faire passer "en douce" notre politique dans le syndicat. Nous sommes pour

des raisons de principes et d'efficacité les communistes, en tant que tels, au grand jour, mènent leur bataille politique parallèlement à leur activité syndicale que l'organisation communiste et le syndicat fonctionnent bien.

C'est dire que la question de l'UNEF, de son changement d'orientation, n'est pas posé dans l'abstrait. Elle est le résultat de trois années de bataille de l'UNEF Renouveau et de l'UEC, de l'expérience accumulée dans la mouvance étudiant et des progrès qu'il a fait. Cette question ne peut être posé qu'aujourd'hui où le mécontentement grandit, où des couches nouvelles entrent dans la lutte, où le processus unitaire se développe, où il est impossible qu'un front de la lutte anti monopoliste soit délaissé. Il ne s'agit pas là de tomber dans le volontarisme, mais de tirer les conclusions logiques, au niveau des tâches politiques, de l'analyse de la situation nationale et du mouvement étudiant.

A ce propos des camarades se demandent exactement en quoi, l'UNEF peut permettre aux étudiants d'avoir leur place dans le mouvement démocratique du pays.

La lutte sur le front objectif des revendications aiguise la conscience politique. Et ce, de manière doublement accrue : du fait des liens sans cesse plus étroits qui unissent l'Etat au capital, au fait aussi que l'Etat apparait comme dirigeant directement l'Université. Sur la base de cette expérience de combat le niveau politique moyen des étudiants peut s'élever et rendre ces derniers réceptifs aux idées de la démocratie et à nos idées.

Par ailleurs, leur place, de futur cadres de la nation, leur nombre qui devient considérable (700 000 en fait une force réelle). Que le PSU se serve des étudiants (Krivine en l'occurrence) pour faire chantage à la politique unitaire du Parti, que l'on exploite les événements de Nanterre à la télévision (époque Mai Juin 68), le soutien de la CGT à différentes batailles syndicales montrent bien qu'ils ne peuvent influencer d'autres couches de la Nation. C'est en cela qu'il faut non pas centraliser un milieu qui nous est difficile, mais faire peser les étudiants, de tout leur poids dans la combat anti monopoliste. Ainsi récemment Séguy regrettait qu'il manque encore l'UNEF à un front inter syndical. Ce qui ne veut pas dire que l'UNEF peut à l'Université être le lien avec un grand "L" du rassemblement étudiant anti monopoliste, et pallier à l'absence d'Union de forces étudiantes de gauche, mais cela veut dire que l'UNEF, une fois renouvelée, débloque un potentiel énorme d'expérience, de maturation d'idées qui viendront enrichir le front de lutte politique.

Le problème fondamentale devient alors celui de la bataille politique dans une masse d'étudiants plus attentifs et l'intervention de notre UEC qui donne comme objectif politique essentiel, les objectifs essentiels du mouvement démocratique et du socialisme.

Et pour tout cela que l'UNEF soit renouvelée.

La lutte pour la rénovation de l'UNEF a eu 2 ans au mois de Décembre dernier.

Depuis 1966 les hommes du PSU ont mis la main sur l'UNEF. Dès lors, leur but est clair : refusant de prendre en charge la défense des revendications des étudiants, ils s'attachent à transformer l'UNEF en organisation politique. Dès 1966, ils renoncent à participer aux organismes destinés à aider les étudiants dans leur vie matérielle et leurs études, et se refusent à élaborer toute plate forme revendicative.

Ainsi, peu à peu, ils parviennent à couper l'UNEF des étudiants, en la privant de tout ce qui servait jusqu'à là de base de rassemblement. De ce rétrécissement, le PSU se réjouit : il faut en effet, d'après lui "minoriser" le mouvement pour le rendre efficace.

C'est dans cet état de dépérissement que l'UNEF subit mai et juin 68. Il n'est pas d'autres termes pour caractériser le rôle de l'UNEF pendant les événements ; incapables de diriger le mouvement étudiant, les dirigeants PSU n'utilisent l'UNEF que comme paravent de leurs manoeuvres politiques : attaques anti unitaires, anti communistes, forcenés, anti syndicalisme, participations aux tentatives charletystes de troisième force, etc..

C'est dire que l'UNEF faillit, en mai et juin, à toutes ses responsabilités : elle ne formule pas les revendications, elle n'organise pas la lutte réelle, elle ne participe pas aux négociations avec le patronat et le gouvernement, elle ne fait pas front avec les autres syndicats.

Le Clarté de ce mois à poursuit son analyse : "Bilan : l'UNEF, paradoxalement, est le seul syndicat à sortir affaibli et discrédité de ce premier grand affrontement entre les masses populaires et le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste."

C'est au Congrès de Marseille que le premier coup d'arrêt à la liquidation de l'UNEF est marqué. Alors que le PSU essaie d'imposer la transformation de l'UNEF en mouvement politique de masse, & AGE UNEF soutenues par l'UEC les conventionnels et à l'époque les étudiants socialistes constituent le "courant pour le renouveau de l'UNEF". Très vite le courant organise en Février 69 un compte plus de 500 comités UNEF Renouveau, puis c'est la bataille des élections, avec le succès que l'on connaît.

Dès lors, la préoccupation des gauchistes et de la direction PSU de l'UNEF devient double : continuer la liquidation malgré l'UNEF Renouveau, mais tenir compte des points marqués par ce courant d'y répondre et de se protéger.

A cette double fin, le Psu liquide en Mai 69 les structures et statuts dusyndicat, malgré notre opposition.

Depuis 69 l'UNEF est représentée par des comités revendicatives dans le

Viet Nam, Burgos que par l'intermédiaire de l'UNEF Renouveau.

En décembre 69, les dirigeants PSU absents de toute lutte violent une fois de plus les statuts, et repoussent le congrès en avril 70. C'est des luttes en Médecine et en Langues, sur le budget de l'Education Nationale que les CA UNEF Renouveau se présentent à un congrès incroyable où les dirigeants liquidateurs PSU et AJE optent pour la fuite en avant: invalidation de près de la moitié des syndiqués, élection d'un BN minoritaire. C'est la grande crise non pas de l'UNEF comme l'entend la presse complice mais c'est la grande crise des liquidateurs .... que l'on empêche de liquider en rond.

La crise des liquidateurs est telle que Rouge se retire prudemment de la bataille en 69 avant le Congrès d'Orléans, l'Humanité Rouge en fait autant peu après Orléans.

Cependant ce qui reste de plus déterminant après Orléans : c'est que l'UNEF Renouveau est le principal courant de l'UNEF.

---

Le premier trimestre a été le théâtre de luttes importantes. Celles ci ont confirmé l'évolution du mouvement des étudiants qui lie au même moment un mécontentement croissant, une réelle volonté de travail et une prise de conscience ces problèmes politiques nouveaux. Comme nous le rappellerions lors du congrès du mouvement ces éléments ne sont pas contradictoires. Bien au contraire c'est parce qu'ils veulent étudier et que la situation ne leur permet pas, que les étudiants sont mécontents et qu'ils veulent lutter.

Les luttes ont entraîné de nombreux, étudiants sur la base d'actions revendicatives comme à Aix pour la construction d'un restaurant universitaire, à Grenoble Sciences sur les questions de crédits et d'enseignements, à Vincennes pour l'abrogation d'un décret, à Clermont ou 40 millions de crédits ont été débloqués. Ces luttes ont heurté le front la mise en place par le pouvoir des mesures de rentabilisation et d'adaptation de l'Université. Elles se sont déroulées contre des formes d'examen ultra sélectifs, contre la limitation ou des libertés démocratiques, contre la répression et sur les questions de solidarité internationale.

Nous pouvons dégager des enseignements.

le premier, c'est que nous devons être plus à même de saisir les aspirations et les revendications des étudiants, que les choses ne se définissent jamais de façon linéaire. Nos formes d'action doivent être mieux adaptées au niveau des luttes des étudiants. Nous devons nous sortir du cycle intervention, pétition, délégation, pour comprendre qu'à certains moments lorsque le niveau de conscience le nécessite nous devons être audacieux dans les formes proposées.

des étudiants, sa volonté d'aboutir sur des revendications précises et d'obtenir satisfaction. Le rejet des provocations gauchistes et l'aventurisme a été constante des luttes.

Nous devons voir pour l'essentiel le fruit de la bataille que nous avons menée contre les groupes gauchistes et de l'expérience des étudiants depuis deux ans. Compte tenu de ces éléments, les luttes des étudiants dans le cadre du CME, de l'opposition croissante entre les aspirations et la politique du pouvoir peuvent trouver leur expression sous des formes nouvelles. Cette situation résulte de l'exacerbation des luttes dans la période qui se traduit par exemple à Poitiers par un mouvement de masse dont le point de départ ne mettait pas fondamentalement en cause le pouvoir, mais qui était l'élément catalysant du mécontentement général. Pour nous en convaincre, les mots d'ordre étaient justes et la bataille était un des points principaux de l'orientation de nos camarades, mais sur laquelle il n'y avait pas mobilisation réelle. Au moment où les choses étaient possibles nous n'avons pas saisi à quel niveau en étaient les étudiants, et nos possibilités. Un autre aspect de la bataille sur lequel nous devons réfléchir, c'est les résultats des élections universitaires.

Celles-ci ont été marquées par l'organisation du boycott par le pouvoir lui-même, élections lors des vacances, lors d'un jour de fermeture de fac, urnes introuvables.....  
Ce qui a entraîné une baisse réelle du nombre de votants.

La deuxième caractéristique est l'effritement des organisations réactionnaires

La dernière c'est que lorsque nous avons mené des luttes et nous donner des moyens pour les élections nous avons gagné des voix, y compris en chiffres absolus.

Le bilan de toutes les luttes impulsées ou dirigées par la tendance UNEF Renouveau n'est pas, tout à fait logiquement d'ailleurs, sous conséquences sur la situation interne de l'UNEF. En effet, malgré quelques insuffisances sur ce plan, en même temps que nous développons les luttes revendicatives, nous avons mené une bataille d'idées sur les questions de l'organisation, liée à un syndicalisme non négligeable. Cependant, il nous faut distinguer deux niveaux fondamentaux à ce propos, étant donné les entraves mises à la vente massive des cartes.

1) au niveau de la masse des étudiants, l'UNEF Renouveau est seule à impulser et à diriger les luttes qui sont menées. Les élections universitaires montrent qu'elle est la première "organisation" nationale, et donc est la première seule à même d'impulser et de diriger le mouvement revendicatif des étudiants. Les faits prouvent clairement que nous sommes majoritaires au niveau des luttes qui se mènent.

2) A l'intérieur de l'UNEF la situation est identique, et ce depuis le congrès d'Orléans, comme le PSU le reconnaît lui-même dans son bulletin intérieur. Seules les manoeuvres bureaucratiques du congrès nous ont interdit l'accès logique au bureau national

Les CA ou les AGE, y compris ce que l'on nous présente comme des chefs de l'AJS, où l'UNEF Renouveau pour accéder en quelques jours à la direction, ne se comptent plus. Il nous faut bien prendre conscience de ce fait non pour se decerner des lauriers, mais parce que c'est l'élément fondamentale qui explique toute la situation interne à l'UNEF.

En effet c'est la pression qui résultant de cet état de fait qui seule peut expliquer la démission de PSU. En ce sens nous pouvons la caractériser d'un triple point de vue :

1) la départ du PSU est positif en ce qu'il est un constat d'échecs d'une ligne que nous combattons depuis 3 ans, le mouvement politique de masse et pour le PSU l'impossibilité d'unir la masse des étudiants pour la défense de leurs revendications, devenir ultra minoritaire dans les masses et dans l'organisation, la direction PSU a dû céder à la pression que nous exerçons.

2) Dans le même temps, il nous faut regretter que le PSU quitte l'UNEF, car cela représente un rétrécissement dans l'éventail politique et idéologique que doit, normalement rassembler un syndicat.

3) cette démission constitue une dernière manoeuvre pour parachèver l'oeuvre de liquidation du syndicat et entreprise de longue date, ce à plusieurs niveaux, c'est à dire qu'il continue à porter de lourdes responsabilités y compris après le 10 Janvier.

En premier lieu, en laissant une situation juridique assez confuse, il ouvre la porte à une prise en main directe du pouvoir sur l'UNEF, ce que nous ne pourrions en aucun cas admettre.

En second lieu, il se place dans la perspective d'un accord politique avec l'AJS qui consiste à lui passer le relais de la liquidation. Ainsi dans la majeure partie des cas où il était à la direction des CA, il bloque le fonctionnement démocratique de l'organisation en disparaissant purement et simplement avec les cartes.

C'est dire que, dans cette bataille, le pouvoir et plus ou moins directement présent, il est à l'affût de toute situation qui peut lui permettre soit de paralyser complètement le syndicat soit de mettre à profit un passage de relais entre les liquidateurs. Le problème n'est pas tout de savoir quel groupe sera à la tête de l'UNEF, mais si l'UNEF sera rendu aux étudiants pour s'opposer plus vigoureusement à la politique du pouvoir.

C'est dans ce cadre que se situe la tentative politique de l'AJS. Parce que nous sommes majoritaires, un dernier obstacle est placé dans le déroulement logique des choses.

En effet l'AJS tente, par tous les moyens de s'emparer de la direction de l'UNEF. Tous les moyens c'est d'abord l'utilisation de méthodes directement du gâstérisme. Mais c'est surtout plus élémentaire de démocratie, antiner des

Décisions par des procédures totalement antistatutaires. Ainsi, aucune des décisions prises par le dernier collectif sont conformes aux statuts de l'UNEF.

En se plaçant dans une situation de complète illégalité, l'AJS a montré par là même tout le sens de sa tentative : ne pas tenir compte de l'avis de la majorité des syndiqués pour achever l'oeuvre de liquidation entreprise par le PSU. En aucun cas nous ne saurions cautionner sous quelque forme que ce soit telle entreprise de démolition intégrale du syndicat. C'est pour quoi nous devons nous appuyer sur le respect intégral des statuts et la plus large démocratie syndicale pour préparer ce 59<sup>e</sup> congrès de l'UNEF.

Nous sommes dans l'Unef et nous formons sa majorité ! il s'agit de réaffirmer ici fermement ce principe, énoncé 2 ans plus tôt et que nous avons réaffirmé lors de chaque bataille. Nous restons dans l'UNEF. Nous n'entreprendrons rien qui nous mette hors du syndicat. L'UNEF va être rénovée il s'agit maintenant de surmonter un dernier obstacle, le dernier obstacle, de porter un coup au dernier bastion de la liquidation : l'AJS.

L'analyse de la situation des étudiants et dans ce cadre de l'UNEF et un appel direct à veiller de très près à quelques points.

D'abord et c'est le fond, veiller au développement des luttes revendicatives.

C'est pour mieux les mener que nous voulons rénover l'UNEF, c'est dire qu'elles restent notre préoccupation essentielle, et ce de manière constante. Ensuite, il faut dire que c'est par elle que la tendance s'est développée, c'est parce que des luttes étaient menées que l'audience des communistes s'est accrue. Et comme à chaque fois que nous luttons <sup>pour</sup> une bataille politique contre la bourgeoisie comme cette fois-ci, seule notre capacité à mobiliser les masses, les entraîner dans les batailles fait notre force. C'est en démontrant à chaque étudiant, dans les faits, dans vie quotidienne qu'une UNEF large et rénovée lui est nécessaire, que le mouvement revendicatif en général... des étudiants se renforcera et c'est ainsi que, par contre coup que l'UNEF pourra être rénovée.

Il faut se saisir de tous les problèmes, si petits semblent ils être, des étudiants et ne pas se cantonner à l'explication de quelque vaste généralité. Mécontentement profond : cela veut dire qu'un aspect de la vie des études qui peut paraître anodin, cristallise le mécontentement. Les camarades de Paris Sciences n'ont pas fait adhérer sur la répression en général, mais sur la répression qui frappe Pascal Laurent, d'autres ont été faite parce que dans un TP, se saisissait d'une revendication pour cette

C'est ainsi, je pense qu'il faut concrétiser, au sens propre du terme, les axes de luttes donnés par la tendance.

- les bourses et allocations d'études
- les IPES
- les IUT
- l'aggravation de la sélection
- la repression

Et comme en dernière analyse, c'est le pouvoir des monopoles qui est en face de nous, s'il cède, s'il recule nous n'en franchirons que plus facilement le pas qui nous sépare de la rénovation de l'UNEF. Car ce combat n'est pas un combat contre l'AJS, mais bien un combat de classe contre le pouvoir.

C'est seulement en ce moment que la question de l'élargissement de la tendance du syndicat, que la question de la syndicalisation de masse peut être posée et surtout réglée. Dans le même moment où nous sommes encore trop timides pour déclencher et mener jusqu'à terme de grandes batailles, dans le même temps nous sommes trop étroits, trop restrictifs quant à l'élargissement de notre tendance. C'est seulement si nous faisons la preuve par nos actes de ce que nous avançons que les étudiants se sentiront attirés par la tendance.

Mais il faut bien se dire que sur le plan de l'élargissement de ceux qui doivent avoir leur place au syndicat : l'UNEF Renouveau, autrement dit il nous faut nous préparer à multiplier par dix nos efforts pour syndiquer, réfléchir avec les étudiants sur leurs problèmes, et leur permettre d'avoir leur place dans les différents organismes de l'UNEF.

Mais d'une manière plus interne, des questions légitimes se posent. Si la décision de convoquer le congrès à Dijon est anti statutaire si L'AJS bloque toute vie de l'UNEF que nous reste-t-il à faire?

Respecter la vie démocratique de l'UNEF.

Se lancer dans la bataille de syndicalisation, est pour ce faire, réclamer les cartes aux directions des CA, ou en cas de refus après avoir dépassé une plainte, utiliser les cartes provisoires éditées à l'initiative des CA.

Rendre publique avec le maximum de publicité chaque bataille. Rien de ce qui se déroule dans l'UNEF ne doit être caché, ni notre attitude, ni celle de l'AJS.

Nous devons déjà commencer le 59 congrès d'une UNEF démocratique. Ainsi, faire amender TP par TP la plate forme de l'UNEF renouveau c'est permettre aux étudiants de participer à l'orientation future de l'UNEF en réfléchissant à leurs problèmes.

Dans le même temps, nous devons obtenir les réunions d'AG et procéder



Camarades, nous nous lançons dans une bataille d'autant plus difficile et complexe que l'enjeu politique en est grand. Entre la bourgeoisie et nous se livre un véritable combat de classe. Pour la bourgeoisie les questions se posent en ces termes : reste-t-il quelques moyens pour entraver l'essor du mouvement syndical étudiant, du mouvement démocratique?

C'est dire, les forces sur lesquelles elle a compté et sur lesquelles elle compte encore.

C'est dire aussi toutes les forces que nous devons mettre dans cette bataille, ou plutôt c'est dire que nous devons mettre toutes nos forces dans la bataille.

Mais justement parce que cette bataille, est intense, justement parce que nous y mettrons toutes nos forces, il nous faut répondre aux autres questions : aux questions de politique intérieure, extérieure, universitaire, sur notre conception du syndicat, les pays socialistes. Et pour cela c'est l'UEC. Non pas formellement, mais parce qu'au fond l'UEC est l'axe essentiel du mouvement démocratique à l'université et qu'elle est déterminante dans l'orientation politique prise par les étudiants.

Nous ne pouvons pas éparpiller nos forces, mais simplement, tout simplement Clarté, dont on parle si peu souvent, Clarté et du matériel de cercle et l'UEC joue son rôle de charpente de la bataille.

Bien sûr camarades, c'est sûr, c'est une bataille difficile mais elle est d'autant plus difficile que c'est une grande, une très grande bataille.